



**MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction du numérique
Sous-direction méthodes et services de plateforme**

Cahier des clauses administratives particulières

Procédure : SG-SAD3-009-25

Prestation de Bureau d'enregistrement de nom de domaine DNS et d'hébergement sécurisé de zones DNS

Table des matières

1 -	Objet du marché	4
2 -	Pièces constitutives du marché.....	4
3 -	Caractéristiques du marché.....	4
3.1 -	Procédure	4
3.2 -	Forme	5
3.3 -	Allotissement	5
3.4 -	Durée.....	5
3.5 -	Lieux d'exécution des prestations.....	5
3.6 -	Code CPV	5
4 -	Modalités d'exécution des prestations	5
4.1 -	Notification et démarrage des prestations	5
4.2 -	Émission des bons de commande.....	5
4.3 -	Durée d'exécution des bons de commande	6
4.4 -	Modification ou annulation d'un bon de commande	6
4.5 -	Modifications des prestations en cours d'exécution	6
5 -	Contrôle et Évaluation des prestations	7
5.1 -	Opérations de vérification	7
5.2 -	Décision après vérification.....	7
6 -	Pénalités.....	7
6.1 -	Pénalité pour non-respect des obligations contractuelles.....	7
7 -	Prix	7
7.1 -	Nature des prix	7
7.2 -	Contenu des prix	8
7.3 -	Révision des prix.....	8
8 -	Modalités de règlement	9
8.1 -	Avance.....	9
8.2 -	Acomptes	9
8.3 -	Modalités de paiement	9
8.4 -	Délai global de paiement.....	10
8.5 -	Intérêts moratoires.....	10
9 -	Facturation.....	10
9.1 -	Mentions obligatoires.....	10
9.2 -	Envoi des factures dématérialisées.....	11
10 -	Obligations du titulaire	11
10.1 -	Responsabilité	11
10.1.1 -	Obligation de moyen et de résultat	11
10.1.2 -	Obligation de conseil	11

10.1.3 -	Obligation d'information	11
10.2 -	Confidentialité.....	12
10.2.1 -	Confidentialité des informations.....	12
10.2.2 -	Transmission ou duplication d'informations	12
10.2.3 -	Signature du formulaire d'engagement et de déclaration de connaissance des règles de discrétion, de confidentialité et de sécurité informatique.....	12
10.2.4 -	Intégrité et qualité des informations :	12
10.2.5 -	Traitement des données à caractère personnel.....	12
10.2.6 -	Séparation des données du ministère et des données d'autres clients :	13
10.2.7 -	Échange de documents :	13
10.3 -	Exigences	14
10.3.1 -	Sécurité.....	14
10.3.2 -	Assurances	14
11 -	Propriété intellectuelle.....	14
12 -	Sous-traitance	14
12.1 -	Acceptation des sous-traitants.....	14
12.2 -	Paiement des sous-traitants	15
13 -	Résiliation du marché.....	15
14 -	Litiges.....	16
15 -	Dérogations aux documents généraux.....	16

1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet des prestations de services présentées comme suit :

- achat d'un « Bureau d'enregistrement » des noms de domaine DNS Internet ; les TLD (domaines de premier niveau) les plus utilisés sont « fr., com., org., net., eu., info., re., gp., mq. » ; de nombreux domaines utilisent l'extension « gouv.fr. » ;
- hébergement sécurisé des zones DNS sur des serveurs faisant autorité (secondaires ou primaires) ;
- fourniture d'une interface WEB sécurisée de gestion du portefeuille de noms de domaine (commande, suivi, abandon, gestion des zones et des enregistrements) ;
- signature des zones DNS (DNSSEC)
- assistance et support pour l'ensemble des prestations ;
- expertise et conseil dans le domaine de la gestion des noms de domaine ;
- réversibilité en fin de marché.

2 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TIC, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et son annexe,
 - l'annexe 1: le bordereau des prix ;
- le cahier des clauses administratives particulière (CCAP) et son annexe ;
 - l'annexe 1 : formulaire d'engagement et de déclaration de connaissance des règles de discrétion, de confidentialité et de sécurité informatique ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) ;
- l'annexe 5 au RC : le cadre de réponse technique ;
- le cahier des clauses de livraison continue numérique (arrêté du 14 décembre 2021) ;
- le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (arrêté du 18 septembre 2018) ;
- le ou les bons de commande.

Sauf cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces constitutives prévaut en cas de contradiction dans le contenu de ces pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/TIC, la notification ne comprend que la copie de l'acte d'engagement.

3 - Caractéristiques du marché

3.1 - Procédure

Le marché est passé en procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2120-1-3°, Article L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2-1°, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

3.2 - Forme

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande, conformément aux articles R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, **sans montant minimum et avec un montant maximum pour la durée totale du marché (4 ans – CF article 3.4) présenté comme suit :**

Montant minimum HT	Montant maximum HT
-	780 000€

3.3 - Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti. L'allotissement ajouterait de la complexité à l'exécution des prestations.

3.4 - Durée

Le présent marché prend effet à la date de réception de la notification, pour une durée de 12 mois.

À compter de cette date, Il pourra être reconduit 3 fois de 12 mois par tacite reconduction. En application de l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique sa durée totale ne pourra excéder 4 ans.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur prend sa décision et la notifie au titulaire au moins un mois avant la date anniversaire du marché.

3.5 - Lieux d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- dans les locaux du titulaire et de ses éventuels sous-traitants, en fonction des différentes prestations.
- dans les locaux de l'administration

3.6 - Code CPV

Code principal : 72417000-6 ► noms de domaine internet.

4 - Modalités d'exécution des prestations

4.1 - Notification et démarrage des prestations

Les décisions ou informations qui font courir un délai, ainsi que les bons de commande, sont notifiés au titulaire suivant les modalités de l'article 3.1 du CCAG/TIC.

Dès notification par courriel, le titulaire en accuse réception par un courriel envoyé en réponse.

Les prestations s'exécutent par l'émission des bons de commande au fur et à mesure de la survenance du besoin.

4.2 - Émission des bons de commande

Les bons de commande sont signés par le représentant du pouvoir adjudicateur. Ils sont notifiés au titulaire par courriel, avec demande d'accusé de réception expresse par la même voie.

Les bons de commande mentionnent les informations suivantes :

- La date d'émission du bon de commande ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La référence (n°EJ) et l'objet du marché ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le service émetteur de la commande ;
- Le service bénéficiaire ;
- L'adresse de facturation et le code exécutant nécessaire en cas de facturation électronique : **FAC9450075** ;
- La désignation des prestations ;
- Le délai d'exécution des prestations ;
- Le ou les lieux d'exécution des prestations
- La ou les quantité(s) commandée(s)
- Le prix unitaire hors taxes ;
- Le montant total hors taxes ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC ;

4.3 - Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Le délai d'exécution des bons de commande partent de la date de leur notification sauf si ces derniers prévoient une date différente, conformément à l'article 13.1.2 du CCAG/TIC.

Le délai d'exécution des bons de commande peut être prolongé, notamment lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, conformément aux articles 13.3.1 et 13.3.3 du CCAG/TIC.

Les bons de commande sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de six mois calendaires après la fin du marché.

4.4 - Modification ou annulation d'un bon de commande

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution, ou le modifier en retranchant ou en ajoutant des unités d'œuvre.

L'annulation ou la réduction d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Mais le titulaire a droit au paiement :

- des prestations exécutées avant la notification de l'annulation ou de la réduction de la commande,
- d'une indemnité couvrant, le cas échéant, les frais et investissements engagés après notification du bon de commande initial, strictement nécessaires à son exécution, et qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations payées.

Il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation du montant des prestations exécutées ainsi que de l'indemnité pour frais et investissements.

L'annulation ou la modification d'un bon de commande est notifiée au titulaire suivant les modalités de l'article 4.1 ci-dessus. La modification d'un bon de commande est en outre appuyée par un bon de commande rectificatif qui annule et remplace le bon de commande initial.

4.5 - Modifications des prestations en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations commandées ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, est réputé l'avoir acceptée.

Toutefois, toute modification des prestations non prévue au marché, notamment si elle entraîne un changement du prix, ne peut être réalisée que par avenant.

5 - Contrôle et Évaluation des prestations

Les opérations de constatation de l'exécution des prestations s'exécutent conformément aux articles 30 à 34 du CCAG/TIC.

5.1 - Opérations de vérification

Les opérations de vérification qualitatifs / quantitatifs se déroulent conformément aux dispositions de des articles 30 à 32 du CCAG/TIC.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, plus de trois mois après ce terme, peut encore effectuer les opérations de vérification et, le cas échéant, demander au titulaire de procéder à la mise au point d'une prestation ajournée ou à la nouvelle exécution d'une prestation rejetée, selon les délais prévus pour la constatation de l'exécution des prestations.

Les vérifications sont effectuées dans les locaux du représentant du pouvoir adjudicateur.

5.2 - Décision après vérification

Les décisions après vérification se déroulent conformément aux dispositions des articles 33 et 34 du CCAG/TIC.

À l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent fourni ou de compléter la livraison ou d'achever la prestation dans un délai de 15 jours.

À l'issue des opérations de vérification qualitative :

- Dans le cas d'une vérification d'aptitude, le pouvoir adjudicateur à un délai de 30 jours dès réception par mail que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou du process verbal, pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision. Si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 34 du CCAG/TIC. En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche peut être exécutée à la demande du pouvoir adjudicateur.
- Dans le cas d'une vérification de service régulier, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat est positif, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission des prestations dans les conditions prévues à l'article 33 du CCAG/TIC.

Si le résultat est négatif, le pouvoir adjudicateur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de 30 jours, d'admission avec refaction ou de rejet.

6 - Pénalités

6.1 - Pénalité pour non-respect des obligations contractuelles

En cas de manquement à ses obligations contractuelles, le titulaire encourt l'application de pénalités selon les modalités définies à l'article 14 du CCAG/TIC.

7 - Prix

7.1 - Nature des prix

Les prix des prestations du marché sont unitaires.

Toutes les unités d'œuvre font l'objet de bons de commande.

Les prix des prestations du marché sont détaillés dans l'annexe financière annexée à l'acte d'engagement.

7.2 - Contenu des prix

Les prix s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur lors du fait générateur, c'est-à-dire de la réalisation de la prestation.

Ils correspondent au parfait achèvement des prestations et sont réputés comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution de ces prestations. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

Les prix figurant dans le bordereau des prix sont établis aux conditions économiques correspondant au mois de la date limite de remise des offres pour la première année civile d'exécution.

Les prix sont définitifs et révisibles conformément aux dispositions des articles [Article R.2112-8](#) et [Article R2112-13](#) du code de la commande publique.

7.3 - Révision des prix

Les prix peuvent être révisés ensuite annuellement, à la date fixée pour la reconduction par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times \left[0,15 + 0,85 \times \left[(0,70 \times \frac{SY}{SY_o}) + (0,30 \times \frac{I}{I_o}) \right] \right]$$

Formule dans laquelle

P = prix révisé

P_o = prix au mois de la date limite de remise des offres

SY = indice SYNTEC, dernier indice connu à la date de révision des prix.

SY_o = même indice, dernier indice connu au mois zéro.

I = indice de prix « production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 63.11 – Traitement de données, hébergement et activités connexes », dernier indice connu à la date de révision des prix (identifiant 010766575).

I_o = même identifiant, dernier indice connu au mois zéro qui est le mois de la remise des offres

Les indices sont disponibles sur les sites web de l'INSEE (<https://www.insee.fr/>) / et de SYNTEC (www.syntec.fr)

En cas d'arrêt de la série 010766575, l'indice sera remplacé par une série équivalente conformément aux recommandations de l'INSEE.

Pour la mise en œuvre de la formule de révision, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum de quatre décimales. L'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le titulaire, après avoir calculé le montant de la révision, rectifie le bordereau des prix unitaires qu'il transmet, par courriel avec accusé de réception, à la Direction du Numérique, sous-direction Méthodes et Services de Plateformes (Ministères de l'aménagement du territoire et de la transition écologique - SG/DNUM/MSP ; Arche de la Défense – paroi sud ; 92055 La Défense Cedex).

Les prix ainsi révisés sont fermes pour la nouvelle période d'exécution du marché.

Toutefois, la personne publique se réserve le droit de rejeter la proposition de révision, si celle-ci entraîne une hausse supérieure à 3 % des prix HT par rapport à l'année précédente. Dans ce cas, le marché peut être résilié dans les conditions de l'article relatif à la résiliation du présent document.

Avant la date anniversaire du marché, le titulaire propose à l'administration une annexe financière révisée. Il la communique à la personne publique par courrier électronique. La personne publique la valide ou apporte les corrections nécessaires.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut également prendre l'initiative de la révision.

Les prix révisés s'appliquent à tous les bons de commande notifiés après la révision.

8 - Modalités de règlement

8.1 - Avance

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3, une avance peut être accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans l'acte d'engagement.

Cette avance n'est due que sur la part du bon de commande qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le montant de l'avance est fixé à 20 % du montant TTC € du bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois et inférieur ou égal à douze mois.

Dans le cas où la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 20 % de la somme égale à 12 fois le montant TTC du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois.

Ce taux est porté à 30 % pour une petite et moyenne entreprise (PME).

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre de la clause de révision des prix.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

8.2 - Acomptes

Conformément aux dispositions des articles R.2191-20 au R.2191-22 du Code de la commande publique le titulaire peut recevoir des acomptes d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées au moment de la demande.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du Code de la commande publique, la périodicité de versement des acomptes est ramenée à un mois à la demande du titulaire.

8.3 - Modalités de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre de chaque bon de commande, s'effectue à l'issue de l'exécution des prestations commandées, après les opérations de vérification et leurs validations par la personne publique et sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article 9 du présent CCAP.

Le marché donne lieu, pour chaque bon de commande, à des versements à titre de règlements partiels et/ou définitifs à compter de l'admission des prestations.

Les sommes dues au titulaire sont liquidées après certification du service fait, par les services bénéficiaires.

8.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur, et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

8.5 - Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date incluse de mise en paiement du principal et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, après application des clauses d'actualisation et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

9 - Facturation

9.1 - Mentions obligatoires

Le titulaire établit une facture en précisant les sommes auxquelles il prétend.

Ces factures mentionnent, outre les mentions légales :

- Le numéro (n° EJ) et la date de notification du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- L'adresse de facturation,
- Pour les factures dématérialisées, le code exécutant suivant : **FAC9450075**,
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire,
- Le détail des prestations exécutées,
- Le détail de leur prix,
- Le montant total hors taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises,
- Le numéro et la date de la facture.

À défaut des mentions obligatoires précitées, la facture sera rejetée et le délai de la demande de paiement suspendu, après notification au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et jusqu'à régularisation des mentions

de la facture par le titulaire du marché.

9.2 - Envoi des factures dématérialisées

Toutes les demandes de paiement devront être transmises de manière dématérialisée en se connectant sur le portail « <https://chorus-pro.gouv.fr/> ».

Ce portail permet également d'accéder au kit de communication destinée aux fournisseurs. Celui-ci explique les modalités pratiques de mise en œuvre pour dématérialiser les factures.

En plus des mentions listées ci-dessus, les demandes de paiement doivent mentionner le numéro d'engagement juridique (EJ – n°CHORUS) de référence et le code service exécutant. Le n° EJ est communiqué par la personne publique au moment de la notification du marché.

10 - Obligations du titulaire

Les obligations du titulaire citées ci-dessous sont complétées par les stipulations du CCTP.

10.1 - Responsabilité

Le titulaire est l'interlocuteur unique et direct de la personne publique. À ce titre, il est responsable de la totalité des prestations et de leur bonne exécution.

Il ne saurait dégager sa responsabilité dans l'exécution des prestations, sauf à apporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

10.1.1 - Obligation de moyen et de résultat

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions du marché.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose, seront dans la mesure du possible traités à l'amiable. À défaut d'arrangement, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché.

10.1.2 - Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité sur les choix techniques mis en œuvre qu'il a validé y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par la personne publique.

Dans l'hypothèse où il ne respecte pas cette obligation, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne peut être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de la personne publique différente de celle qu'il aurait préconisée.

10.1.3 - Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché. À ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout

événement susceptible d'impacter le projet.

10.2 - Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG/TIC, le prestataire a une obligation de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire est responsable de l'organisation des conditions matérielles de mise en œuvre et de respect de toute information qui lui est confiée. Elle s'applique au titulaire et à chacun de ses membres à titre personnel.

10.2.1 - Confidentialité des informations

Le titulaire a une obligation de discrétion, de sécurité et de secret. L'ensemble des intervenants du titulaire s'engage à assurer la confidentialité de l'intégralité des informations traitées dans le cadre de la prestation. La divulgation des informations ne devra se faire qu'aux seules personnes ayant le besoin d'en connaître.

La méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire provenant du pouvoir adjudicateur sont considérés comme confidentiels, et le titulaire ne peut les utiliser que pour l'accomplissement de la prestation.

Les informations sensibles ou confidentielles et le système d'information utilisés par le titulaire doivent respecter l'ensemble des règles de l'instruction interministérielle relative aux mesures de protection des systèmes d'information traitant d'informations sensibles non-classifiées de défense de niveau Diffusion Restreinte (DR).

En cas de manipulation d'informations sensibles classifiées, le titulaire s'engage à respecter l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense.

En cas de sous-traitance, toutes ces obligations s'appliquent également aux sous-traitants ainsi qu'à tous tiers.

10.2.2 - Transmission ou duplication d'informations

Le titulaire s'engage à ne transmettre ou dupliquer des informations en dehors du périmètre du ministère qu'avec l'autorisation du responsable de la prestation au sein du ministère. En cas de transmission d'informations sensibles, le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions d'usage nécessaires (chiffrement, etc.).

10.2.3 - Signature du formulaire d'engagement et de déclaration de connaissance des règles de discrétion, de confidentialité et de sécurité informatique

Le titulaire confirme formellement dès le lancement de la prestation avoir pris connaissance des règles de sécurité à appliquer en faisant signer à l'ensemble des intervenants le formulaire d'engagement et de déclaration de connaissance des règles de discrétion, de confidentialité et de sécurité informatique (document en annexe 1 du CCAP).

Elle doit être communiquée et explicitée à toute personne travaillant pour le compte du titulaire et amenée à intervenir sur la plateforme et les applications du ministère. Chacune de ces personnes doit la signer et en remettre un exemplaire au ministère.

10.2.4 - Intégrité et qualité des informations :

Le titulaire se porte garant de l'intégrité et de la qualité de tous les documents traités dans le cadre de la prestation en empêchant toute modification, destruction ou altération accidentelles.

10.2.5 - Traitement des données à caractère personnel

Le présent article complète l'article 5.2 du CCAG/PI.

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur et applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données ou RGPD (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance (DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) qui comprend les dispositions relatives au RGPD.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le titulaire informe l'acheteur de toute violation de données à caractère personnel, dès qu'il en a connaissance, par courrier électronique dsgc.dnum.sg@developpement-durable.gouv.fr et par téléphone 01 40 81 21 22. Le titulaire prend toutes les mesures appropriées pour garantir l'intégrité, la confidentialité, la sauvegarde et la disponibilité des données.

Le titulaire s'engage ensuite à notifier la violation le plus rapidement possible au délégué à la protection des données (DPD) de l'acheteur à l'adresse suivante : dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Ces notifications contiennent l'ensemble des informations mentionnées au paragraphe 2 de l'article 33 du RGPD et sont accompagnées de toute documentation utile.

Le titulaire communique à l'acheteur, dès la notification du marché public, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

10.2.6 - Séparation des données du ministère et des données d'autres clients :

Le titulaire s'engage à conserver et traiter les données du ministère de manière séparée de ses propres données ou de données d'autres clients du titulaire. L'accès aux données du ministère est restreint et suit le principe de restriction au besoin d'en connaître.

10.2.7 - Échange de documents :

L'échange de documents entre le ministère et le titulaire doit être sécurisé :

- tout envoi ou échange de documents électroniques sensibles ou confidentiels doit se faire de façon chiffrée ;
- tout document papier confidentiel ou sensible doit être stocké en sécurité et détruit à la fin de la prestation.

10.3 - Exigences

10.3.1 - Sécurité

Les données du client doivent obligatoirement être **hébergées sur le territoire de l'Union Européenne et le titulaire ne doit pas être soumis à une législation extra-européenne.**

Le titulaire détaille dans son offre toutes les procédures de sécurité couvrant sa plate-forme, conformément aux exigences en matière de sécurité indiquées à l'article 3 du CCTP.

Toute intrusion sur la plateforme doit être signalée à la DNUM dès constatation de l'intrusion par le titulaire. Le titulaire, représenté par son RSSI et/ou le responsable de l'offre, s'organise pour participer à tous les points de situation organisé par la DNUM.

10.3.2 - Assurances

Le titulaire doit être garanti par une police destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'exécution du marché.

L'assurance doit couvrir également les dommages qui pourraient survenir sur le matériel confié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit pouvoir fournir pendant toute la durée du marché dans un délai de 15 jours et sur simple demande de l'administration une attestation émanant de sa compagnie d'assurance.

11 - Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standard) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Ainsi, le régime d'utilisation des résultats est celui précisé dans le chapitre 7 du CCAG/TIC.

Les Résultats s'entendent de la définition qu'en donne l'article 43 du CCAG/TIC.

L'ensemble des résultats fait l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du ministère dans les conditions prévues par l'article 46 du CCAG-TIC.

Le titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

12 - Sous-traitance

12.1 - Acceptation des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché public.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 en cours d'exécution du marché et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

12.2 - Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail public de facturation mentionné à l'article L.2192-5 du CCP, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de 15 jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail

Les paiements ne peuvent intervenir qu'après service fait.

Les règles de rédaction de la facturation sont identiques à celles du titulaire.

13 - Résiliation du marché

Le marché peut être résilié suivant les dispositions du chapitre 8 du CCAG/TIC.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et aux risques du titulaire conformément à l'article 54 du CCAG/TIC, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, sous réserve que la décision de résiliation le mentionne expressément.

En outre, le marché peut être résilié pour faute de son titulaire, sans que le titulaire ait droit à une indemnité de résiliation, à défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de remplaçants par le pouvoir adjudicateur.

Le marché est résilié, après mise en demeure, si le titulaire contrevient aux obligations prévues à l'article 324.4 ou 324.7 du code du travail.

14 - Litiges

Le présent marché est régi par le droit français.

Si à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, un différend survient entre le titulaire et la personne publique, il est fait application des dispositions prévues au chapitre 9 du CCAG/TIC.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil
BP 30322
95027 Cergy-Pontoise cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00 – fax : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

15 - Dérogations aux documents généraux

L'article 2 du présent document déroge à l'article 4.2.1 du CCAG/TIC.

L'article 6 du présent document déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.